

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 06/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARMOR

20 rue Chevreul
44300 Nantes

Références : N6-2024-1218
Code AIOT : 0006301404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 dans l'établissement ARMOR implanté 7 rue Péliissière ZI de La Chevrolière 44118 La Chevrolière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre du suivi annuel de l'établissement, et dans le contexte d'instruction d'un porter à connaissance de modifications - projet SRS/distillation solvants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARMOR
- 7 rue Péliissière ZI de La Chevrolière 44118 La Chevrolière
- Code AIOT : 0006301404
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARMOR exploite des installations de production d'encre et de supports encrés (rubans encrés destinés à la technologie transfert thermique).

Thèmes de l'inspection :

- Textes réglementaires applicables aux stockages de liquides inflammables
- État des matières stockées
- Besoins en eau en cas d'incendie
- Dispositions constructives de l'atelier Enduction 5
- Confinement des eaux d'extinction d'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Textes applicables relatifs aux liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 01/06/2015	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Besoins en eau et moyens de défense en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.9.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Dispositions constructives Atelier enduction 5	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.9.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Mise en œuvre et vérification des dispositifs de confinement	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.9.6.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre des justificatifs et mettre en œuvre des actions correctives concernant l'état des matières stockées, les besoins en eau et moyens de défense incendie, les dispositions constructives de l'atelier Enduction 5 et le confinement des eaux d'extinction.

Il doit également approfondir et aboutir dans son analyse des textes réglementaires applicables en matière de stockage de liquides inflammables.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Textes applicables relatifs aux liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative liquides inflammables
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan d'actions "post Lubrizol", un ensemble d'évolutions réglementaire a été mené en 2020 et 2021, avec des modifications de textes réglementaires portant sur le stockage de

liquides inflammables, et notamment des arrêtés ministériels du 3 octobre 2010 et du 1^{er} juin 2015. Il est nécessaire suite à ces évolutions que l'exploitant se positionne sur les différentes dispositions réglementaires applicables à ses installations de stockage de liquides inflammables.

Constats :

Dans le cadre du porter à connaissance de modifications relatif au projet SRS et à l'unité de distillation de solvants du 16/04/2024, l'inspection des installations classées a sollicité l'exploitant sur les dispositions qu'il considère applicables aux installations de stockage de liquides inflammables sur son site en y incluant les projets (demande de compléments du 15/07/2024).

Typologie des stockages (en référence aux définitions des arrêtés susvisés) :

- 12 réservoirs enterrés de 40 m³ chacun,
- 60 récipients mobiles de 300 L en transit dans la zone "stockage cuves",
- Stockage en palettiers de récipients mobiles au sein des bâtiments C3 et D3,
- Projets SRS et distillation solvants : deux réservoirs aériens de 3 et 8 m³.

Ces stockages de liquides inflammables sont soumis à enregistrement au titre de la rubrique n°4331 de la nomenclature ICPE. Ils étaient auparavant soumis à autorisation au titre de la rubrique n°1432. Par ailleurs, le site est soumis à enregistrement au titre de la rubrique n°1510 (volume et bâtiments/IPD considérés précisés dans l'arrêté préfectoral de 2016 puis 2023).

Dispositions applicables aux réservoirs enterrés : Le site disposait avant le 1^{er} juin 2015 de 10 réservoirs enterrés. Deux réservoirs enterrés supplémentaires ont été ajoutés en 2017. Cet ajout ayant été jugé non substantiel, celui-ci n'a pas fait l'objet d'un dépôt de dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation. Ces installations de stockages enterrés sont considérées comme existantes et soumises exclusivement à l'**arrêté ministériel du 18 avril 2008, dans le cadre de l'application de l'article 1-III-A de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015.** Ce cas est explicité au paragraphe E.II.4.6 du "Guide de lecture des textes « liquides inflammables » - Partie E - Version 1 - Décembre 2022".

Arrêté du 24 septembre 2020 :

Le rapport de l'inspection du 02/12/2021 statue sur la situation du site vis-à-vis de ce nouveau texte post Lubrizol : "**Les installations ne sont pas soumises à l'arrêté ministériel du 24/09/2020 :**

- le site est classé sous le régime de l'enregistrement dans la rubrique 4331 (450 tonnes),
- la majorité des récipients mobiles sont des fûts métalliques avec bouchons métalliques. Peu de récipients fusibles sont présents sur le site. Le seuil de 100 tonnes en contenants fusibles ne peut pas être dépassé."

Dispositions applicables aux stockages en récipients mobiles (bâtiments C3, D3) :

Dans sa lettre du 18/11/2021, l'exploitant indique que la zone "stockage cuves" n'est pas une zone de stockage mais une zone de transit de cuves (rapport de l'inspection du 02/12/2021).

Dans sa réponse du 15/10/2024, l'exploitant indique "*Après analyse du contexte et de sa situation administrative historique, ARMOR retient pour le site actuel, incluant les extensions d'installation existante objet du porter à connaissance, de rester sous l'application des dispositions du 03/10/2010.*" Ceci n'est pas suffisant en termes de justificatifs.

Cas du magasin D3 : Avant l'entrée en vigueur du décret n°2014-285, l'établissement relevait du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées. Selon les éléments connus, l'exploitant relevait également du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, pour ce qui concerne le magasin D3.

Dès lors, de ces éléments, il ressortirait qu'avant le 1^{er} juin 2015, l'exploitant était soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles de

liquides inflammables exploités au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature.

Puis, à compter du 1^{er} juin 2015, les installations de liquides inflammables ont été reclassées au titre de la rubrique 4331 sous le régime de l'enregistrement. Le bâtiment D3 se serait alors retrouvé soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 et considéré comme une installation existante. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 seraient restées opposables. Suite à la modification de la réglementation intervenue en septembre 2021, ce seraient les dispositions de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 qui seraient dorénavant applicables (paragraphe E.II.4.3 du guide précité).

Cas de la cellule C3 : La cellule C3 contient un stock de liquides inflammables compris dans le classement à enregistrement 4331 et anciennement classé à autorisation au titre de la rubrique 1432.

Antérieurement au 1^{er} juin 2015, ce stockage n'avait pas été considéré au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées. À noter que la circulaire Circulaire DPPR/SEI du 21/06/00 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, prévoyait pour les entrepôts un double classement lorsque les produits étaient localisés dans un même bâtiment. Dans ces conditions, la cellule C3 aurait pu/dû être classée antérieurement au titre de la rubrique 1510 et se voir appliquer les mêmes dispositions que la cellule D3.

En l'absence de classement au titre de la rubrique 1510, cette installation de stockage de liquides inflammables aurait dès lors relevé des dispositions de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010, et aurait été considérée comme une installation existante dans le cadre de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015. En l'absence de classement 1510 antérieur et suite aux dernières évolutions de la réglementation, cette partie se verrait appliquer les dispositions de l'annexe IX de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 (E.II.4.1 et E.II.4.4 du guide précité, tableau page 11/89).

Classement des IPD au titre de la rubrique 1510 suite au décret n°2020-1169 : Dans le cadre de la modification de la rubrique 1510, l'exploitant a procédé à une demande de bénéfice des droits acquis. Les cellules C3 et D3, ont été considérées comme des IPD distinctes distantes de plus de 40 mètres. Or il ressort de l'analyse des plans de l'installation que ces cellules peuvent communiquer par l'intérieur et sont comprises dans un même ensemble de bâtiments. Ce sont dès lors des parties attenantes (page 37/193 du guide). Les cellules C3 et D3 sont donc à considérer comme un seul IPD et un seul groupe d'IPD.

Dans tous les cas, les dispositions de l'annexe XI et différents articles de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 (entre autres l'article 9 - voir les constats n°1 à 3) s'appliquent aux stockages de liquides inflammables du site.

Cas de l'extension : Concernant les projets de réservoirs aériens de 3 et 8 m³, ils doivent être considérés comme des installations existantes (car il s'agit d'extensions non substantielles ne nécessitant pas un dépôt de dossier complet) ; s'appliqueront donc les mêmes exigences qu'aux stockages existants : annexes VIII et XI (analyse privilégiée par l'inspection des installations classées) ou annexes IX et XI de l'arrêté du 1^{er} juin 2015, et non directement l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, de mener une analyse rétrospective de la situation administrative des stockages relevant des rubriques 1510 et 4331 avec l'ensemble des éléments justificatifs et en veillant à tenir compte de la chronologie d'application des textes.

L'exploitant accompagnera cette analyse, de l'analyse de conformité aux dispositions réglementaires, incluant un comparatif de conformité aux dispositions (notamment constructives) de l'annexe VIII d'une part, et de l'annexe IX d'autre part, de l'arrêté du 1^{er} juin 2015.

Concernant la réalisation de ses stockages en projet avant que la situation administrative du site vis-à-vis des liquides inflammables ne soit actée, l'exploitant reste responsable de l'application des dispositions réglementaires applicables et de la conformité de ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.1

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format détaillé

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

Constats :

Ces dispositions sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2023 dans les mêmes conditions pour tous les établissements soumis à enregistrement pour une rubrique 4331 ou 4734 quelle que soit leur catégorie et que l'établissement soit nouveau ou existant.

L'exploitant a présenté successivement lors de l'inspection :

- un fichier excel "Stock POI" listant l'ensemble des références de produits et quantités associées, extrait du système SAP du 18/11/2024. Les codes de produits renvoient à des cires, pigments, résines, ... et un descriptif sommaire des magasins est inclus ;
- des extraits du POI : un Plan d'Urgence avec les quantités moyennes stockées par zone et bâtiment, et un document "Informations à transmettre aux secours" qui liste les stocks principaux du site avec leurs quantités, pictogrammes et mentions de danger ;
- un relevé informatique journalier des quantités de liquides inflammables stockées en réservoirs enterrés, géré par un autre personnel du site.

Ces documents n'ont pas permis de déterminer la quantité totale de liquides inflammables présente sur site le jour de l'inspection, classable au titre de la rubrique 4331 (maximum autorisé de 465 tonnes selon l'arrêté préfectoral du 17/01/2023).

Ils constituent une base solide d'état des stocks. Toutefois, cet état des matières stockées doit être complété notamment par :

- l'ensemble des matières combustibles (bois, carton, plastiques...) non dangereuses, par grande famille, par zone d'activité ou de stockage (seuls les bâtiments C3, D3 et D1 sont cités dans l'extrait SAP présenté) ;
- les déchets (non référencés à aujourd'hui dans le système informatique du site), par grande famille, par zone d'activité ou de stockage,
- les liquides inflammables en cuve de transit dans la zone dédiée (60 cuves de 300 L),
- pour les matières dangereuses, les familles de mention de danger pouvant conduire à un classement au titre des rubriques 4XXX.

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les quantités de liquides inflammables présentes sur site, comprenant 48 tonnes en C3. Le stock de fûts de 200 L observé dans ce magasin lors de la visite d'inspection est apparu cohérent avec cette quantité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant présente, dans les meilleurs délais, un état des stocks complété selon les observations ci-dessus, permettant de connaître un jour donné, sur demande du préfet, du SDIS ou de l'inspection des installations classées, l'état des matières stockées sur le site. Il propose des modalités de mise à disposition de cet état des stocks. Celui-ci doit permettre de connaître, un jour donné, la quantité de liquides inflammables présente sur le site et leurs lieux d'entreposage notamment, et donc de justifier du respect du seuil de 465 tonnes au titre de la rubrique ICPE n°4331. Il démontre que cet état des stocks peut être mis à disposition en toutes circonstances, y compris lorsqu'il n'y a pas d'activité sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

Prescription contrôlée :

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

Ces dispositions sont applicables depuis le 1^{er} janvier 2023 dans les mêmes conditions pour tous les établissements soumis à enregistrement pour une rubrique 4331 ou 4734 quelle que soit leur catégorie et que l'établissement soit nouveau ou existant.

Cet état des stocks synthétique n'existe pas en tant que tel, même si les documents référencés dans le POI, cités au constat précédent, constituent une base de travail intéressante pour le créer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant présente, dans le délai d'un mois suivant la réception du présent rapport, cet état des stocks synthétique sous forme d'informations lisibles par le public, avec les quantités de matières par zone, renseignées par classe de dangers (dangers physique, pour la santé, pour l'environnement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9.II.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, État des matières stockées – fréquence de mise à jour
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : Ces dispositions sont applicables depuis le 1 ^{er} janvier 2023 dans les mêmes conditions pour tous les établissements soumis à enregistrement pour une rubrique 4331 ou 4734 quelle que soit leur catégorie et que l'établissement soit nouveau ou existant. Constitué de plusieurs documents gérés pour partie par des personnels différents, l'état des matières stockées existant, tel que décrit au constat n°1, n'est que partiellement accessible facilement à tout moment. L'état des stocks de matières dangereuses et liquides/solides liquéfiables combustibles est mis à jour hebdomadairement et non quotidiennement, sauf pour les stocks des réservoirs enterrés de liquides inflammables. Suite aux échanges avec l'exploitant, une partie de l'état des stocks est actuellement référencé dans le POI. Il a précisé qu'un inventaire physique était effectué une fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les modalités de mise à disposition et mise à jour de l'état des stocks à présenter par l'exploitant doivent permettre de répondre aux dispositions ci-dessus. Il doit être précisé les modalités annuelles d'inventaire (matières inventoriées, organisation, traçabilité, ...) et justifié de l'inventaire réalisé au titre de l'année 2023 (et du champ de matières couvert).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Besoins en eau et moyens de défense en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.9.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Projets SRS et distillateur solvant
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de deux réserves en eaux de 950 m ³ chacune. [...] Cette ressource servira à alimenter les réseaux de sprinklage et RIA. D'autre part l'établissement doit disposer d'au moins 3 poteaux incendie aménagés pour l'intervention des services de secours, lui assurant une alimentation en eau pour la lutte contre l'incendie d'au moins 180 m ³ /h pendant 2 heures et ce à une pression de 1 bar. Ces 3 poteaux devront être répartis sur l'ensemble du site, ils seront alimentés par la pomperie et la réserve alimentant également le réseau sprinkler. L'exploitant dispose à l'intérieur de son site d'une réserve en eau incendie de 2000 m ³ . Cette réserve en eau est tenue à la disposition des services de secours. [...]
Constats :

L'exploitant a justifié qu'il dispose de deux réserves aériennes incendie de 950 m³ intégrant les besoins en eaux pour :

- le sprinklage à hauteur de 585m³ (394m³/h pendant 89min),
- les RIA à hauteur de 12m³ (36m³/h pendant 20min),
- les poteaux incendie à hauteur de 360m³ (180m³/h pendant 2 heures).

En complément, il a transmis :

- en juin 2024 un rapport de vérification du 14/05/2024 des trois poteaux n°5, 6 et 7 internes au site, alimentés par les réserves précitées, et fournissant un débit cumulé de 180 m³/h sous des pressions comprises entre 9,9 et 10,5 bars. L'exploitant précise que des dispositifs de réduction de pression vont venir équiper les poteaux de sorte que les pressions soient compatibles avec l'utilisation par les services de secours ;
- en octobre 2024 un plan réduit de la zone d'activité mentionnant deux réserves d'eau : zone déchetterie de 240 m³ et zone RENOVEMBAL de 240 m³, et 5 poteaux incendie répartis sur toutes les voies publiques du parc d'activité dont : 1 rue Pélissière, 3 rue Bois Fleuri et 1 rue des Bauges : 60 m³/h à 1Bar.

Le projet SRS/distillation solvants vient toutefois supprimer la réserve d'eau incendie de 2000 m³ citée dans l'arrêté préfectoral comme moyen de défense incendie (voir les dispositions ci-dessus).

A ce titre, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant le calcul des besoins en eau en cas d'incendie selon le guide D9 du CNPP, transmis en juin 2024 avec un plan des surfaces de référence considérées avec la localisation des murs coupe-feu 2 heures.

Le caractère coupe-feu 2 heures des murs délimitant les surfaces de référence du calcul D9 n'ayant pas été justifié, l'exploitant a transmis, à la demande de l'inspection des installations classées, en complément le 15/10/2024 un rapport du 11/10/2024 de DIAGNOSTIC TECHNIQUE PONCTUEL - RESISTANCE AU FEU DES PAROIS par un bureau d'études spécialisé. Ce rapport inclut un plan de localisation des murs diagnostiqués (objets de fiches individuelles) et conclut pour la majorité des murs que ce type de paroi est réputé coupe-feu 2h (EI 120), l'exploitant devant cependant reboucher les trous existants avec des matériaux coupe-feu de degré équivalent au mur, sauf pour les murs référencés :

- 12 et 13 : pas de propriétés de résistance au feu démontrées ;
- 16 : mur EI 90 ;
- 21 : justification de la résistance au feu des ouvrants en façades à produire.

En l'absence de justificatifs complémentaires, ces murs ne peuvent donc être valorisés comme murs coupe-feu 2 heures dans le cadre du calcul D9.

En complément lors de l'inspection, l'exploitant a transmis un plan délimitant la surface de référence prise en compte dans le calcul D9 de juin 2024.

Le SDIS estime que le besoin en eau en cas d'incendie est de 630 m³ sur 2 heures, soit 270 m³ de plus que le calcul D9 de l'exploitant (360 m³ sur 2 heures).

Au moins une des deux réserves incendie est située en dehors des flux thermiques d'un incendie de rétention lié aux projets SRS/distillation solvants (demande du SDIS), la seconde n'étant touchée que par des flux thermiques correspondant à des effets irréversibles, selon les dernières modalisations fournies dans le rapport de modélisations V2 de Bureau Veritas du 09/08/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du rebouchage des passages de gaines et câbles de l'ensemble des murs diagnostiqués, visant à obtenir une protection équivalente à un mur coupe-feu 2 heures.

Au regard des conclusions du rapport de Bureau Veritas du 11/10/2024, l'exploitant est responsable de l'analyse de conformité aux dispositions constructives applicables aux différents locaux et bâtiments.

Concernant les besoins en eaux en cas d'incendie, afin que l'inspection des installations classées puisse statuer sur l'acceptabilité du dispositif, en lien avec le SDIS, il est demandé à l'exploitant :

- de revoir et justifier les surfaces de référence considérées dans le cadre du calcul D9 sur la base uniquement des murs diagnostiqués EI120,
- de justifier dans le détail le calcul D9 (coefficients pris en compte, ...),
- de justifier de l'adéquation des moyens existants au regard de ces besoins, en précisant sur un plan lisible la localisation de ces moyens (réserves internes et externes, poteaux internes privés et externes publics), les débits et volumes associés, et les distances aux installations à risque d'incendie (stockages, activités).

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'en fonction de la situation administrative sur les liquides inflammables considérée (voir le constat n°1), il est responsable de l'application des dispositions de l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010 ou de l'article 14 de l'arrêté du 1^{er} juin 2015 concernant les moyens de lutte contre l'incendie et le plan de défense incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Dispositions constructives Atelier enduction 5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Suite du constat 3 de l'inspection 2023

Prescription contrôlée :

Article 8.2.4, Bâtiment enduction solvants

Les bâtiments enduction solvants sont séparés de tout autre local ou atelier par des murs présentant une tenue au feu REI 120. [...]

Article II.2.1. Dispositions constructives

Les dispositions constructives figurant à l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 sont applicables à l'atelier enduction 5.

Constats :

Un rapport d'étude de Bureau Veritas solution du 11/10/2024 a été transmis par l'exploitant le 15/10/2024 suite à la demande de compléments du 15/07/2024.

Les fiches n°18, 19, 20 et 21 concernent le diagnostic des murs de l'atelier Enduction 5.

Les fiches n°18, 19 et 20 indiquent que les murs sont réputés coupe-feu 2 heures (EI 120), et que "le client devra reboucher les trous existants avec des matériaux coupe-feu de degré équivalent au mur."

La fiche n°21 en complément indique que "le client devra justifier de la résistance au feu des ouvrants en façades."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le constat précédent, l'exploitant doit justifier dans les plus brefs délais du caractère porteur des quatre murs délimitant l'atelier Enduction 5 (sur la base d'extraits du DOE, ou d'une étude complémentaire), de la résistance au feu des ouvrants dans le mur référencé 21, et du rebouchage des trous existants avec des matériaux coupe-feu de degré équivalent au mur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.9.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de la capacité de rétention
Prescription contrôlée : Le site disposera d'une capacité globale de rétention des eaux d'incendie de 1 700 m ³ .
Constats : <u>Éléments d'historique sur le confinement des eaux d'extinction</u> <p>Dans le cadre du porter à connaissance de 2018 pour l'extension de bâtiments il avait été demandé notamment à l'exploitant de préciser l'impact des extensions sur le volume nécessaire pour le confinement des eaux d'incendie, et de justifier qu'il dispose des moyens nécessaires.</p> <p>Il avait précisé sur la base d'un calcul selon le guide D9A du CNPP indiquant un volume nécessaire de 1947 m³ que les volumes de rétention disponibles sur le site sont suffisants pour couvrir l'intégralité des besoins en capacité de confinement des eaux d'extinction incendie calculés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • fosse des quais de réception et d'expédition (300 m³), • 2 bassins de rétention de 300 m³ unitaire, • 1 bassin de réserve incendie permettant de recueillir les eaux pluviales du site (garde d'environ 1 000 m³). <p>Les instructions des porter à connaissance suivants (PAC Enduction 5 en 2021, puis 2022) ont montré que les modifications n'augmentaient pas les besoins en eaux d'extinction et les besoins de confinement des eaux d'extinction.</p> <p>Le dossier de porter à connaissance d'avril 2024 mentionne également que les eaux d'extinction d'un incendie au droit des unités SRS et distillation solvants seront dirigées dans le bassin de confinement incendie existants situé à l'ouest (bassin de collecte de 300 m³).</p> <u>Constat lors de l'inspection</u> <p>L'exploitant a présenté un plan du site localisant les dispositifs de confinement des eaux d'extinction et leurs volumes : 859 m³ cumulés de rétentions intérieures, et 2460 m³ en extérieur.</p> <p>Sur ces 2460 m³ extérieurs, les deux bassins de confinement sont comptabilisés pour 2x600 m³ (et non 300 m³ comme indiqué dans le porter à connaissance 2018).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Suite au calcul D9 demandé dans le cadre du constat n°5 du présent rapport, l'exploitant précise l'incidence sur le calcul D9A du volume de confinement des eaux en cas d'incendie sur le site, et le volume qu'il considère désormais comme devant être pris en compte.</p> <p>Il est également demandé de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la géométrie et la disponibilité à tout moment d'un volume de 600 m³ dans chacun des deux bassins étanches de rétention (initialement considérés avec un volume de confinement unitaire de 300 m³) ; • de l'adéquation des dispositifs de confinement du site avec les volumes à considérer. Ceci devra être démontré entre autres pour le scénario d'incendie de la surface de référence pénalisante considérée dans le calcul D9 des besoins en eau en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Mise en œuvre et vérification des dispositifs de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.2.9.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en oeuvre et vérification des dispositifs de confinement
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant s'assurera périodiquement que les moyens de secours, les obturateurs et les vannes de</p>

confinement sont à la place prévue, aisément accessibles et en bon état extérieur. Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum [...] à la mise en oeuvre de matériels d'incendie et de secours. [...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les comptes-rendus de ses vérifications et exercices.

Constats :

L'exploitant a présenté trois documents de mise en œuvre et vérification des vannes pneumatiques de confinement des eaux du site :

- Fiche réflexe destinée au personnel de maintenance, associée à un plan des vannes de confinement, indiquant les consignes pour fermeture de ces vannes ;
- Check-list de la cellule de crise mentionnant la mise en rétention du site ;
- Compte-rendu hebdomadaire de ronde du personnel du poste de garde du site du 18/11/2024.

Ce dernier indique pour les trois tableaux de commande extérieurs des vannes de confinement :

- rien à signaler pour le tableau n°1 - rétention zone dépotage ;
- tableau n°2 - fûts zone déchets : bouton de commande décalé par rapport à la désignation - problème déjà signalé semaine 27 ;
- tableau n°3 - rétention zone maintenance - vanne n°15 en défaut au passage rétention (problème de LED mais le système fonctionne, Dalkia avisé - problème déjà signalé semaine 19).

Pour le tableau n°1, aucune anomalie n'a été relevée après test de mise en œuvre de la vanne. Concernant le tableau n°2, effectivement le bouton n'est pas dans la position prévue ; le voyant défaut s'allume au bout de quelques secondes après actionnement de la vanne "hors rétention".

Pour le tableau n°3, les vannes V0, V4, V3, V14 et V15 ont été mises en œuvre ; comme pour le tableau n°2, la couleur du voyant allumé n'est pas toujours bien visible, parfois les deux voyants vert et bleu semblent allumés simultanément (rétention/hors rétention) ; le voyant défaut signale un souci pour le confinement associé au bassin désigné "réserve incendie".

Les deux bassins étanches de confinement (300 m³ chacun considérés, 600 m³ à justifier) apparaissent en bon état et ne contiennent qu'une quantité d'eau négligeable.

L'exploitant indique que le système de confinement est testé lors des exercices POI annuels ; l'activité partielle du site depuis près de deux ans n'a pas permis de réaliser cet exercice en 2024 ; néanmoins il a été effectué en 2023 et sera réitéré au printemps 2025 (plan d'opération interne devant être testé à des intervalles n'excédant pas trois ans selon l'article 69 de l'arrêté du 04/10/2010).

Il précise en complément que des vérifications des systèmes pneumatiques et vannes de confinement sont associées aux gammes de maintenance préventive, à fréquence trimestrielle. Toutefois, il n'a pas été en mesure de préciser lors de l'inspection la nature précise des vérifications effectuées et la traçabilité des dernières vérifications.

Enfin, il indique que toute coupure d'énergie a pour conséquence la fermeture des vannes de confinement, sans risque de changement d'état en cas de retour à la normale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remédier, dans les plus brefs délais, aux anomalies relevées sur les tableaux de commande des vannes de confinement, et justifier de ces actions correctives auprès de l'inspection des installations classées. Il veille à ce que toute anomalie constatée par le poste de garde lors de ses rondes hebdomadaires soit traitée dans les meilleurs délais (anomalies relevées mi-2024 non encore traitées à ce jour).

Il précise à l'inspection des installations classées la nature et fréquence des vérifications effectuées sur les systèmes de confinement (incluant bassins, zones en dépression, vannes de confinement avec système pneumatique, asservissements, tableaux de commande, etc). Il justifie

de l'exercice POI 2023 en transmettant le compte-rendu et justifications du test des dispositifs de confinement des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois